

**RAPPORT MINORITAIRE DE LA COMMISSION DES FINANCES DU GRAND CONSEIL  
RELATIF AUX COMPTES DE L'ETAT DE VAUD DE L'ANNEE 2008**

En décembre 2007, nous n'avons pas pu accepter le budget 2008 estimant qu'il s'agissait d'un budget qui poursuivait une politique d'austérité et d'économies, au détriment des prestations de services publics, des intérêts des usagers et des conditions de travail des employé-e-s de la fonction publique vaudoise. Les recettes, et notamment les rentrées fiscales, ont été à nouveau largement sous-estimées par le gouvernement et sa majorité au Grand Conseil pour justifier cette politique et limiter les investissements nécessaires à l'amélioration, sur le court et le long terme, des conditions de vie et de travail de la très grande majorité de celles et ceux qui habitent ce canton. Les comptes qui vous sont soumis pour adoption sont le résultat d'une politique néo-libérale dure. Comme l'admet sans gêne le rapport de majorité, en comparant les comptes 2007 et 2008, " *les charges 2008 sont, par rapport à celle de 2007, en augmentation de 4,24%, soit CHF 300,5 mios, contre + 7,60% un an auparavant. Si l'on fait abstraction de l'amortissement supplémentaire du découvert (CHF 420,0 mios), les charges sont en baisse de CHF 119,5 mios, soit 1,69%. Les efforts d'économie conjugués du Conseil d'Etat et du Grand Conseil continuent à porter leurs fruits, malgré la demande toujours aussi importante de prestation dans les domaines de la santé, du social et de l'enseignement*". On ne saurait être plus clair : alors que les besoins augmentent, les prestations de services publics, elles, n'augmentent pas ! Dans la fonction publique, le récent projet de Decfo/Sysrem est une des facettes de cette politique, une démarche de "nouvelle gestion publique", imposant une flexibilité et une charge accrues pour le personnel ainsi que des processus de restructuration et de rationalisation destructeurs de prestations et d'emplois.

Comme le relève la majorité de la COFIN dans son rapport, "*l'Etat de Vaud enregistre, pour la quatrième année consécutive, un bénéfice dans le compte de fonctionnement. L'excédent de revenu de CHF 370,3 mios finalement arrêté par le Conseil d'Etat provient d'abord de revenus supérieurs de 750,5 millions aux prévisions budgétaires, principalement au niveau des recettes fiscales*" Celles-ci sont supérieures de 11,3% par rapport au budget 2008 et de 3,3% (+ 150 mios) par rapport à celles de l'exercice 2007. Le bénéfice avant amortissement et financements extraordinaires s'élève à CHF 980,6 mios. Un record toute catégorie ! Les dépenses d'investissement prévues, pourtant déjà extrêmement modestes, n'ont même pas été injectées dans leur totalité par l'Etat dans l'économie vaudoise : CHF 61,8 mios de moins que ne le prévoyait le budget 2008, près de 40% en moins ! Un comble dans une période de crise économique profonde ! Une crise, la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale, qui provoque notamment une augmentation massive du chômage, touchant particulièrement les jeunes et les salarié-e-s âgé-e-s de plus de 50 ans. Les licenciements collectifs et individuels se multiplient. La précarisation des conditions de travail pour une très grande partie des salarié-e-s s'aggrave. La situation matérielle des retraité-e-s se dégrade : nombre d'entre eux-elles ont

déjà aujourd'hui des difficultés à nouer les deux bouts. La crise financière et la politique du Conseil fédéral mettent en danger le niveau des rentes du 2<sup>ème</sup> pilier. De plus, dans les prochaines années, une accélération brutale de la crise écologique est également à prévoir. Les effets du réchauffement climatique sont particulièrement préoccupants, en terme d'atteintes irréversibles à l'environnement (biodiversité, catastrophes "naturelles", pollutions graves, émissions de gaz à effet de serre, notamment). Les énergies fossiles se raréfient et le pillage des ressources naturelles, comme l'eau, conduit à des impasses lourdes de conséquences du point de vue des conditions de vie.

Les collectivités publiques, à tous les niveaux se doivent, dans une telle situation de crise, de privilégier, sur un plan budgétaire, des choix et des investissements, à court, moyen et long terme, visant à mettre en oeuvre des politiques publiques privilégiant à la fois la satisfaction des besoins de la population (en matière de formation, de santé, de logement, en particulier) et la sauvegarde de l'environnement (en matière d'économies d'énergie et de développement des transports publics, par exemple).

La priorité mise à la réduction de la dette publique est, de ce point de vue, tout simplement indécente. La dette brute a ainsi été réduite de 28,1% en un an ! La dramatisation volontaire du poids de la dette est avant tout un instrument politique. Elle sert d'argument pour ne pas répondre à toute une série de besoins sociaux, actuels et futurs, par exemple en matière de logement. La majorité de la commission utilise à cet égard cette formule tout à fait hypocrite : *"cette politique de diminution de la dette assure une sensible amélioration et une consolidation du pouvoir de prestations de l'Etat"*. Cette même majorité a pourtant salué, au début de son rapport, la diminution effective des charges au budget de l'Etat !

L'acceptation des comptes n'est pas un acte administratif, c'est un acte politique qui donne un quitus à une orientation politique qui conduit la société, dans le canton de Vaud, en Suisse, comme ailleurs, à un désastre social et écologique.

La minorité de la commission, à savoir le représentant à la Commission des finances du groupe A Gauche toute ! POP - solidaritéS vous invite en conséquence à refuser les comptes 2008.

Lausanne, le 19 juin 2009.

Le rapporteur :  
(Signé) *Jean-Michel Dolivo*